



# VILLE de HOUDAN

## ARRÊTÉ MUNICIPAL

ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° : 2026-ART-PM-017

**RELATIF À : Stationnement/Travaux/ Rue d'Epernon**

Le Maire de la Ville de HOUDAN,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2212-1 à L2216-2,

**Vu** le code de la route notamment les articles R417-10, R417-12,

**Vu** le code de la voirie routière,

**Vu** l'arrêté interministériel du 6.06.1977 et l'instruction prise pour son application sur la signalisation routière,

**Vu** la Délibération du Conseil Municipal n° 2023-DEL-105 rendue en séance ordinaire du 19 Décembre 2023 portant approbation de la convention de délégation de la fourrière municipale,

**Considérant** la demande déposée par la SOCIETE LEFEVRE 4 rue François Arago 61000 ALENCON représentée par [REDACTED] [REDACTED] pour des travaux de maçonnerie à l'intérieure de l'église situés 75 Grande Rue Houdan 78550,

**Considérant** qu'il y a lieu d'interdire le stationnement des véhicules temporairement afin de permettre le bon déroulement de la manutention, que les dispositions pourront être appliquées sans inconvénients majeurs pour la circulation,

**Attendu** qu'il convient de prendre toutes dispositions nécessaires au maintien du bon ordre et de la sécurité publique,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Du Mercredi 18 février 2026 07h00 au vendredi 27 mars 2026 12h00, la SOCIETE LEFEVRE est autorisée à occuper la voie publique pour des travaux de maçonnerie à l'intérieure de l'église situé 75 Grande Rue Houdan 78550.

**ARTICLE 2 :** Durant la période d'occupation autorisée, le stationnement sera neutralisé sur (3) emplacements face au 04 rue d'Epernon le temps de la manutention. Les services techniques mettront en place la signalisation réglementaire, à charge pour ce dernier de la mettre en place et de la retirer au terme de la présente autorisation.

#### **ARTICLE 2.1 : Sécurité et signalisation du déménagement**

Le bénéficiaire devra signaler son activité et mettre en place une déviation pour les piétons.

**ARTICLE 3 :** Par ailleurs, l'autorisation d'occupation du domaine public est accordée sous réserve du respect de l'intégrité des sols, du mobilier urbain, des végétaux compris dans l'emprise de l'autorisation ;  
Les opérations de nettoyage consécutives à l'occupation du domaine public sont à la charge du pétitionnaire ;  
En cas d'anomalie, la ville de Houdan se réserve le droit de facturer les opérations de remise en état ou de nettoyage nécessaire.

**ARTICLE 4 :** Avant le **27/03/2026, 12h00**, date de fin des travaux la SOCIETE LEFEVRE devra avoir enlever décombres ou matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés à la voie publique et ses dépendances ainsi que de libérer les places de stationnement.

**ARTICLE 5 :** Le permissionnaire sera responsable de tout abandon de déchets divers sur la voie publique, il a à sa disposition le service de déchetterie, situé 2 Route d'Anet 78550 Houdan.

**ARTICLE 6 :** Toutes contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par les agents ou fonctionnaires dument assermentés et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7 :** Les agents de la Police Municipale, Monsieur le Commandant de Brigade de la Gendarmerie de HOUDAN-MAULETTE, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Houdan le 29/01/2026

Arrêté dont une ampliation sera adressée pour information :  
A la Gendarmerie de Houdan-Maulette



Pour le Maire  
Jean-Pierre LEHMULLER  
Adjoint délégué à la circulation et au stationnement

*Le présent arrêté peut faire l'objet :*

- **D'un recours gracieux** auprès du Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la réception du recours équivalant par principe et sauf exceptions à une décision implicite de rejet en application de l'article L.411-7 du Code des relations entre le public et l'administration,
- **et d'un recours contentieux** auprès du tribunal administratif de Versailles, notamment par voie électronique via l'application «Télérécours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou à compter de la réponse explicite ou implicite du Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé, notamment dans les cas où un recours administratif préalable est obligatoire.

Publié le 04/02/2026